



LA DEMOCRATIE : REFERENCES MUSULMANE ET OCCIDENTALE

Séminaire des 30 et 31 mai 2005 à l'Institut français des relations internationales, en partenariat avec l'IET Princeton

Compte rendu

Le Président de séance, **Denis Bauchard**, rappelle que ce séminaire est dédié à la mémoire de Rémy Leveau, l'un des initiateurs de cette rencontre qui voulait, avec Abdallah Hamoudi, répondre à l'interrogation qui se pose dans le monde arabe. Il y a une forte demande de démocratie, de liberté d'expression, de participation au pouvoir de la part des opinions publiques arabes.

Les Etats-Unis se sont fixés comme mission la réforme du monde arabe avec comme référence l'exemple de l'Allemagne et du Japon de l'après-guerre. Les Etats-Unis font effectivement le lien entre leur propre sécurité et la propagation de la démocratie (se reporter au discours sur l'état de l'Union de 2003), ce qui constitue un élément nouveau. Cette stratégie a été avalisée, avec des modifications substantielles, par les membres du G8 et ceux de l'Union européenne.

Le monde arabe a également été interpellé par les constats sévères des rapports du Pnud sur le développement humain dans la région.

Denis Bauchard propose une série de questionnement pour ce séminaire :

- Quel est l'état de la démocratie dans les pays musulmans ?
- le modèle occidental est-il exportable et compatible avec l'islam ?
- et enfin, le monde arabe peut-il produire un modèle original ?



VOLONTE DE REFORMES ET CHANGEMENTS, LE MODELE DE BONAPARTE A BUSH,

Henry Laurens, professeur, Collège de France.

Pour les Français à la fin du XVIII^e, il était nécessaire que les Ottomans changent et accèdent aux Lumières sous peine de disparaître face à la Russie. Dans l'Empire ottoman, à la même époque, la réforme correspondait au besoin de survivre à la domination occidentale. Il y a d'abord eu une réforme conservatrice de l'intérieur mais qui, n'ayant pas porté ses fruits, a poussé l'élite ottomane à importer des modèles externes. En 1756, la bataille du Placey (durant la quelle les soldats britanniques s'emparent du Bengale) représente le premier empire colonial dans l'ancien monde.

Pour les philosophes des Lumières, le pouvoir musulman est despotique. A cette référence despotique s'ajoute la référence chrétienne mais il n'est pas question de reprendre l'idée de croisade dans le monde de l'Islam, elle ne pourrait que susciter les résistances les plus fortes alors qu'elle paraît de plus en plus anachronique dans un monde en train d'aborder la modernité.

Pour les révolutionnaires français, le modèle despotique et le modèle des croisades sont à rejeter. Ils vont en inventer un troisième, celui de la libération nationale en procédant à une analogie entre l'Empire ottoman, l'Europe postérieure aux grandes invasions et le phénomène colonial. Les Turcs pris dans un sens ethnique dominant toute une série de peuples qui n'aspirent qu'à secouer leurs jougs. Il s'agit tout aussi bien des chrétiens des Balkans que des musulmans des provinces arabes.

Ainsi, l'expédition d'Egypte servira à universaliser le modèle de la révolution française et à libérer les peuples du joug ottoman dans l'idée que ceux-ci coopèrent avec les nouveaux arrivants.

En 1798, la première déclaration de Bonaparte au peuple égyptien provoque une guerre de propagande entre Ottomans et Français.

En 1830, lors de la prise d'Alger par la France, il y a une volonté de libérer les peuples de la tyrannie sur le modèle de la déclaration de Bonaparte. Ensuite ce discours est abandonné parallèlement à la volonté de libération nationale des musulmans.

Pour l'Europe, les pays musulmans sont colonisables. Toute la problématique de la survie par la modernisation continue d'exister mais les Européens s'y impliquent moins à cause du système des capitulations. La modernisation de l'Empire viendra plus de l'intérieure pour des raisons de survie de l'Empire ottoman. Le seul domaine de la réforme où les Européens interviennent directement est celui de l'émancipation des non-musulmans mais ceci est lié à un conflit des puissances européennes protectrices des non-musulmans.

En dehors de l'Empire ottoman, la réforme exogène c'est aussi l'émancipation relative des juifs du Maroc et de Tunisie en même temps qu'on impose aux pays le système des capitulations.

La Première guerre mondiale vient modifier les situations où Anglais et Français appellent les Arabes à la révolte contre l'Empire ottoman dans un mouvement de libération nationale pour libérer les populations arabes ; puis interviennent les mandats sous l'auspice de la SDN (deux notions un peu contradictoires : celle de mandat conseil ou de mandat tutelle).

L'Irak sera le seul pays à sortir régulièrement du mandat lorsque la SDN conditionne son indépendance, en 1932, à certaines lois fondamentales dont le respect des minorités qui entraînait un droit d'ingérence. Ceci conduira le roi Faysal d'Irak à demander en 1933, si son pays pouvait s'ingérer dans la question des juifs d'Allemagne opprimés par le régime nazi.

Pour la Syrie et le Liban, c'est la seconde guerre mondiale qui les a fait sortir des régimes de mandat. La Palestine a pour sa part sombré dans un naufrage qui dure jusqu'à aujourd'hui.

Après 1950, il ne sera plus question de réformes puisque le monde arabe entre dans l'époque des indépendances, du respect des souverainetés nationales ; à partir de 1970, le paradigme de la libération est remplacé par celui des droits de l'Homme tandis que la montée des organisations humanitaires favorise le retour de l'idéologie des réformes.

Aujourd'hui les néo-conservateurs américains sont les héritiers des Lumières : le discours du Président Bush reprend certains termes des discours de Bonaparte lors de la campagne d'Egypte.

Pourquoi ces textes se répètent-ils ? La sincérité des Occidentaux n'est pas à mettre en doute mais la sincérité est souvent incompatible avec de la bonne politique. Le système moyen-

oriental suscite autant l'intervention étrangère qu'il la rejette : tout acteur local fait appel à l'intervention étrangère pour arriver à ces buts tout en la rejetant par ailleurs, la dernière démonstration étant le Liban ces derniers mois.

Il existe un problème d'imaginaire occidental sur le monde musulman : en 2003, on est dans l'ordre du « déjà vu » et c'est ce qui est le plus inquiétant.



PERSPECTIVE DE LIBERTE ET DE BONNE GOUVERNANCE DANS LE MONDE ARABE,

Nader Fergany, directeur d'Al-Mishkat Research Center, Le Caire.

Pour protéger la liberté il faut un système de bonne gouvernance, or, tous les régimes arabes, même s'ils ont des pratiques démocratiques, violent les droits politiques, aucun ne pratique la bonne gouvernance.

Cette intervention reprend des éléments du Rapport sur le développement humain dans le monde arabe sponsorisé, entre autres, par les Nations Unies. Rappelons cependant que ce rapport a été mené à bien grâce à une équipe de chercheurs indépendants.

Dans ce rapport la définition de la liberté est basée sur trois niveaux : individuel, sociétal et national (qui inclut la libération nationale et le droit à l'auto-détermination). Dans ce sens tout atteinte à l'un de ces trois niveaux porterait préjudice à ce que ce rapport entend par liberté. Pour protéger cette liberté, il faut un système de bonne gouvernance. Dans les pays arabes, mais aussi dans certains pays occidentaux, les pratiques démocratiques peuvent coexister avec la violation de la liberté.

La bonne gouvernance doit reposer sur une base institutionnelle qui doit représenter la majorité du peuple et dont les lois protègent la liberté par un système judiciaire indépendant.

Dans l'opinion du monde arabe, telle qu'elle ressort dans ce rapport, il existe des violations flagrantes des trois niveaux de liberté : au niveau individuel (liberté civile et politique), sociétal (violation du droit de certains groupes) ou national (notamment avec l'occupation des territoires palestiniens).

Le rapport donne trois types d'explication quant à la violation des libertés dans le monde arabe : l'échec du développement, des gouvernements despotiques et la violation de la liberté venant de l'extérieur (avec, pour exemple, l'installation croissante de bases militaires étrangères dans les pays arabes).

Quelle alternative existe-t-il pour le futur ? Le rapport entrevoit deux scénarios :

L'un catastrophiste qui prévoit que si les gouvernements continuent d'avancer malgré un déficit de développement, le niveau d'injustice risque de croître au point que la protestation ne saurait se faire sans violence, entraînant des conflits civils armés catastrophiques.

L'autre, idéaliste, permettant l'épanouissement humain. La logique de ce scénario est basée sur un processus historique de négociation entre toutes les forces vives qui aurait deux types de résultats : une redistribution des pouvoirs et l'établissement d'un régime de bonne gouvernance institutionnelle.

Dans cette perspective le rapport appelle au profond respect de la liberté d'expression et d'association.

Aujourd'hui, de nombreux experts occidentaux ont annoncé prématurément l'avènement d'un printemps arabe tandis que le rapport constate que certains régimes arabes souhaitent rester au pouvoir même si cela implique la destruction de leur pays.



ACTUALISATION DU DISCOURS SUR ISLAM ET LAÏCITE,

Abdou Filali-Ansary, directeur de l'Institut pour les études des civilisations musulmanes à l'Aga Khan Université, Londres.

Ce thème constitue un chapitre important des débats intellectuels, autant dans le monde musulman qu'en Occident. Les deux termes (islam et laïcité) ont fait l'objet de nombreux articles et publications. Deux camps se sont cristallisés au cours de ce siècle à tel point qu'on a l'impression que le débat n'a pas avancé. Il y a eu dernièrement un tournant intellectuel inquiétant selon lequel le sécularisme devrait être interprété comme une idéologie, une alternative ou un ennemi à abattre. Pour les néo-conservateurs cette idéologie aliénante pousserait les sociétés à abandonner les valeurs qui les fondent.

Pour les musulmans c'est un tournant important. Le sécularisme était perçu soit comme une production de contexte chrétien, soit comme un aboutissement lié à la modernité. Maintenant que l'Occident se retourne contre le sécularisme, les termes du débat se trouvent modifiés.

Le débat sur la sécularisation en contexte musulman est alimenté depuis le début du 20^e siècle par la publication de l'ouvrage d'Ali Abderraziq.

En 2002 un autre ouvrage fondamental est paru, rédigé en 1933 par Maarouf Rusafi (qui a en commun avec Abderraziq de ne pas avoir été exposé à l'influence intellectuelle occidentale) mais qu'aucun éditeur musulman n'avait voulu publier ; c'est un ouvrage dont l'impact dans le monde arabe pourrait être comparable au *Tractacus theologico-politicus* de Spinoza.

Son auteur passe en revue les traditions musulmanes sur la personnalité du Prophète et sur son rôle dans l'histoire politique des musulmans.

Abderraziq a proposé une approche « cartésienne » du rapport entre le religieux et le politique dans le monde musulman et selon lui ce rapport ne constitue pas un dogme. Ce serait, en définitive, l'histoire qui aurait basé le politique sur le religieux car le prophète Muhammad n'a pas créé d'entité politique et si l'islam a un message politique, c'est un message qui se place au niveau des principes fondamentaux (justice sociale, principe de consultation des gouvernés, discipline collective).

Rusafi, pour sa part, a été plus loin en reprenant la conception qu'ont les musulmans du Prophète et sur la nature de la prophétie. Il base son travail sur les sources reconnues par les

musulmans. Sa conclusion est que la prophétie, telle qu'elle était présentée par le Prophète lui-même, n'a rien du rôle passif qu'on lui a associé. Le prophète est un homme qui a accès aux vérités du monde en dehors des catégories transmises par sa propre culture et qui, en conséquence, peut voir le monde du point de vue de l'unité. Il aurait eu l'idée d'une entité politique non-fondée sur l'appartenance ou sur la domination par la force mais sur des principes éthiques, des croyances partagées. Pour Rusafi le Prophète était un roi mais qui ne cherchait aucun des avantages liés à sa fonction. Cet ouvrage a le mérite de reprendre les sources sur le Prophète avec un regard neuf en combattant tous les mythes. Pour Rusafi, l'islam est une religion qui recouvre le spirituel et le politique. S'il a un message politique, c'est un message de principe universel. L'idée d'origine du retour à la Charia serait celle du retour à cette légitimité fondatrice.

Dans le monde arabe, il existe deux courants qui s'opposent sur la façon de fonder un ordre politique moderne : celui qui favorise le remplacement du concept de démocratie par celui arabe de Shûra – consensus – et celui qui considère qu'il faut couper avec les traditions pour laisser émerger une éthique nouvelle sans fondement religieux. Il y a convergence entre le débat en Occident et celui dans le monde musulman.

Si la laïcité semble être rejetée avec véhémence dans le monde musulman, il s'agit peut-être d'un grand malentendu historique, datant du XIX^e lié à la difficulté de traduction du terme même de laïcité en arabe. On peut alors penser que de nombreux islamistes rejetteraient le terme alors qu'ils en acceptent le contenu. Aujourd'hui, il y a une approche de la laïcité par le bas, par la procédure, par la pratique ; une recherche d'un code de « bonne conduite » entre différentes forces politiques et sociales.



LA PLACE DE LA TURQUIE DANS LA CONSTRUCTION DU SOUS-SYSTEME REGIONAL,

Hamit Bozarslan, maître de conférences.

Le rapport turco-européen a un impact évident sur la politique turque à l'égard du Moyen-Orient où pour l'un et l'autre les mêmes dynamiques favorisent aussi bien transformation que blocage.

Concernant l'Europe, il existe, d'un côté, une grande volonté de changement au sein de la société et de l'autre un blocage total dans les transformations internes de la Turquie (la question kurde reste problématique, ainsi que celle arménienne, les libertés religieuses, la question de Chypre...). On a l'impression que la Turquie souhaite intégrer l'Europe multiculturelle comme un bloc qui n'a pas besoin de transformations internes.

Ce blocage s'explique par le poids de l'armée turque, par la question du nationalisme et le manque de dynamisme social capable d'accompagner le changement. Cela se traduit aussi dans la politique étrangère à l'égard de l'Europe : la diplomatie, les services, l'armée, se mobilisent constamment pour bloquer toute tentative de réformes. Face à cela, le pouvoir déploie tous ces efforts pour réduire les conséquences néfastes de cette politique. On a ainsi l'impression de voir une politique étrangère illisible et de ne pas savoir ce vers quoi la Turquie avance.

Il y a une situation exactement analogue avec le Moyen-Orient où la Turquie se trouve au prise avec les Etats-Unis (surtout depuis 2003). Jusqu'aux années 1990, les Etats-Unis s'imposaient comme alliés et protecteurs de la Turquie, puissance clientélisée, axe stratégique pro-américain de la région. Israël était le principal allié de la Turquie alors que la Syrie, l'Iran et l'Irak constituaient ses ennemis.

Depuis 2002, on a assisté à de nombreux changements dans cet espace lorsque la Turquie a cessé d'être un simple client des Etats-Unis pour devenir une espèce de « trouble fête ». Ce changement ne peut s'expliquer uniquement par l'islamisme du pouvoir actuel. De plus en plus la classe politique s'inscrit dans une opposition verbale virulente à l'égard des Etats-Unis. A la base de cette crise figure la question kurde autour de laquelle s'est développée la crainte de voir émerger la création d'un Kurdistan, d'une Arménie et la volonté américaine de

démanteler la Turquie. La politique turque lors de la dernière guerre du Golfe ne s'est pratiquement déterminée qu'à travers ce problème kurde.

Avant la guerre il s'agissait de désarmer les force militaires kurdes et empêcher que les Kurdes pénètrent militairement la ville de Kirkouk. Parallèlement la Turquie a souhaité défendre les intérêts des Turcomans menacés d'extermination par les Kurdes.

Dans le même temps des alliances avec la Syrie et l'Iran étaient envisagées, voire cultivées provoquant des réactions américaines extrêmement fortes. Dans un deuxième temps, la Turquie a tout fait pour réparer les conséquences de sa diplomatie.

Il faut reconnaître que la Turquie a été l'un des pays qui a perdu le plus depuis la dernière guerre du Golfe ; elle pouvait disposer de perspectives qui lui permettaient l'ouverture de portes au Moyen-orient et en Europe mais les crispations nationales, les peurs, le sentiment d'être une forteresse assiégée l'ont bloquée. L'opposition sociale-démocrate s'est de plus en plus identifiée à un discours ultra-nationaliste empêchant l'inscription de la mouvance islamiste au pouvoir dans un avenir de réformes. La Turquie passe par une période de perte de repères où elle ne voit pas quel type d'avenir elle peut envisager. Elle imagine les rapports sociaux mais aussi les rapports entre groupes ethniques ou avec les autres Etats (surtout l'Europe et l'Amérique) dans une perspective sociale darwiniste : espèce contre espèce. Une guerre biologique dans laquelle les Turcs se trouveraient isolés et menacés de l'extérieur.



SALAFISTES SAOUDIENS, AGENTS DE MYSTIFICATION OU DE MODERNITE ?

Madawi Al-Rasheed, professeur, King's College, université de Londres.

Il faut d'abord préciser qu'il n'existe pas un unique courant salafiste. On pourrait définir ce mouvement comme une orientation qui se développe dans le présent mais dont le discours est orienté vers le passé. Ceci ne veut pas dire qu'il soit nostalgique et veuille recréer la communauté musulmane d'origine. Au contraire, c'est un mouvement tourné vers le futur, qui veut modifier le présent pour préparer l'avenir.

Il y a un malentendu concernant l'Arabie saoudite et le régime qui la dirige. En Arabie saoudite il existe une forte dualité, voire contradiction entre le champ social religieux et le champ politique séculier qui est responsable de la violence qui est apparue depuis une quinzaine d'années. Cette contradiction constitue le problème majeur en Arabie saoudite. Pendant longtemps le régime a réussi à contrôler cette contradiction mais il lui est maintenant impossible de maintenir le mythe selon lequel l'Etat saoudien est un Etat religieux. Les Saoudiens sont assez cultivés et ouverts sur le monde pour se rendre compte de la différence entre la rhétorique de l'Etat et la réalité de la société.

Pour en revenir au titre de cette intervention, on ne peut que constater qu'il existe au moins sept tendances salafistes dans le royaume. En ce qui concerne les autorités religieuses wahhabites du royaume, leur discours politico-religieux dépend d'une interprétation du Coran, des hadiths ainsi que de l'héritage de juristes hanbalites. Le Wahhabisme s'est révélé être une arme utilisée par l'autorité politique contre la société et par celle-ci contre l'autorité politique. Le Wahhabisme est une tradition hybride qui s'est développée pendant 250 ans. Comme tout mouvement intellectuel, il a été traversé de dissensions, transformations et mutations. Au XXI^e siècle son orientation sociale et politique est contestée en Arabie saoudite.

M. Al-Rasheed s'attachera au discours politique justifiant l'obéissance au dirigeant.

Depuis le XVIII^e siècle le courant wahhabite est contesté dans tout le monde musulman mais depuis le 11 Septembre il est devenu un sujet d'études contesté en Occident.

Ce mouvement est né parmi les sédentaires du sud du Najd et a été dès le départ lié à l'établissement et au maintien de l'autorité royale. Dans le discours wahhabite on trouve deux

formes de succession au pouvoir : celle par la force et celle par désignation. La tradition de la Shûra est ignorée par le Wahhabisme.

En ce qui concerne les obligations liant les gouvernants aux gouvernés, le discours politique wahhabite est minimaliste et se reporte aux traditions préexistantes à la naissance du mouvement. Les théologiens cependant ont élaboré une théorie d'obéissance totale au dirigeant comme celle qui existe envers Dieu et le prophète. L'obéissance au dirigeant devient alors un devoir religieux. Dans ces conditions, que faut-il faire face à un dirigeant injuste ? La réponse est de lui obéir jusqu'à ce que Dieu le remplace, se rebeller contre lui est donc interdit. Pour les Wahhabites il existe une grande confusion entre la rébellion armée contre un dirigeant et la critique de ses positions. C'est ce qui s'est passé, par exemple, en Arabie pour les réformateurs qui appelaient à l'institution d'une monarchie constitutionnelle et dont plusieurs ont été condamnés à des années de prison ferme comme s'ils avaient pris les armes contre le pouvoir.

Ce discours politico-religieux est basé sur trois éléments qui justifient le maintien de l'autorité royale : c'est la triade mystificatrice du monde. Il s'agit de la migration (du pays du blasphème – Irak, Syrie, Yémen...- vers le pays de l'islam), l'excommunication (d'autres musulmans) et la lutte pour la voie de Dieu.

Bien que certains érudits sunnites aient accepté le type de monothéisme promu par le mouvement wahhabite, concernant la pratique religieuse, ils refusaient les excommunications lancées contre d'autres musulmans. La pratique religieuse a varié selon les époques ; le problème était qu'elle soit utilisée comme arme contre les dissidents politiques. En ce qui concerne le Jihad, il était utilisé par les Wahhabites contre d'autres musulmans plutôt que contre l'Occident. Depuis 1774, la consolidation de l'Etat a été possible en invoquant le Jihad contre les musulmans qui se sont éloignés de la juste voie. A aucun moment dans l'histoire du mouvement saoudien, le Jihad n'a été utilisé contre l'Occident. Au contraire, le mouvement wahhabite et l'Etat saoudien ont manifesté leur alliance avec les puissances occidentales (en 1916, par exemple, l'armée britannique s'est alliée avec les forces saoudiennes contre les *Ikhwan*). On voit ainsi que le Jihad lancé contre d'autres musulmans a été possible grâce à l'aide étrangère en contradiction avec ce qui était proclamé à l'encontre des non-musulmans. Ces contradictions ont été problématiques pour le régime saoudien et ont eu pour résultat une création hybride où la tradition religieuse servait à contrôler strictement les comportements sociaux et en aucune façon la sphère politique.

En ce qui concerne l'engagement dans la modernité, les Ulamas saoudiens ont été assujettis à l'Etat ce qui constitue une tragédie de l'Etat moderne au Moyen-Orient dans son ensemble. Dans ce contexte le problème n'est pas l'islam mais l'appropriation de la religion par l'Etat. La modernité a engendré certaines forces en Arabie saoudite qui ont permis l'accès aux technologies les plus modernes pour les Ulamas ; cependant, la modernité elle-même a mis à jour les contradictions du discours religieux engendrant une contestation de la modernisation. Aujourd'hui personne ne contrôle le discours religieux à cause de l'éducation et de la communication de masse. Quelles sont alors les perspectives pour la démocratie ? Plus l'Etat contrôle plus le discours religieux se fragmente. Les Wahhabites ont combattu les innovations religieuses tout en appuyant celles concernant le politique (en refusant le droit à la Umma d'exprimer son opinion quant à la façon dont elle voulait être gouvernée ou ses critiques sur le leadership politique). Un autre concept intéressant est celui selon lequel l'Etat ostracise les innovateurs et n'engage le dialogue dans l'unique but de changer leur opinion. L'Etat saoudien a lancé le Forum du dialogue national dans l'idée de changer l'opinion de l'autre et non dans un but pluraliste. De la même façon les élections municipales ont été des « réformes cosmétiques » mais ont permis au Prince Abdallah d'être perçu en Occident comme un réformateur démocratique. Mais, au fond, ce que veut l'Occident est-il compatible avec ce que demandent les Saoudiens ?

Finalement, l'Occident s'intéresse à la sécurité, aux marchés, aux ressources naturelles et non pas au bien-être des populations.



LA DEMOCRATIE DANS LE MONDE ARABE : VUES FRANÇAISES,

Alain Rémy, directeur adjoint Afrique du Nord/Moyen-Orient, ministère des Affaires étrangères.

Il faut faire deux constats : tout d'abord que la démocratie est un principe universel, puis qu'elle n'advient pas du jour au lendemain ; la démocratie est le produit d'un mouvement endogène et qui résulte d'une longue genèse qui passe par l'éducation, la formation, le changement des mentalités. Plaquer trop rapidement les instruments de la démocratie sur une situation politique donnée n'est donc pas la meilleure voie pour un succès politique durable.

Deux questions se posent :

- où en est le monde arabe dans ce processus de démocratisation ?
- Que peut faire la communauté internationale pour encourager et accompagner ce processus ?

Depuis la fin de l'année 2004 dans le monde arabe tout va dans le sens d'une plus grande ouverture démocratique. De nombreux pays, de l'Irak à la Palestine en passant par l'Égypte, le Liban et l'Arabie saoudite, ont mis en place des élections ces derniers mois. Chacune de ces évolutions a sa propre logique inscrite dans l'histoire et le calendrier politique de chacun de ces États.

Au cours des quarante dernières années, le monde arabe a connu de profonds bouleversements qui méritent d'être appréciés pour ce qu'ils sont. La maturité du peuple palestinien peut remonter jusqu'aux années 1960 tandis que les changements au Liban sont assez anciens même s'ils ont été accélérés par la résolution 1559 et l'assassinat de l'ancien Premier ministre. Il y a par ailleurs un grand travail d'introspection dans le monde arabe (voir les rapports du PNUD, les conclusions du Sommet de la LEA à Tunis en 2004, les réunions de la société civile). Les gouvernants, par ailleurs, participent eux-aussi de cette évolution.

Il y a pourtant un fait nouveau : la conjonction entre cette concomitance d'évènements et les mouvements de fond dans la durée ont amené de nouvelles interrogations politiques concernant en particulier le mode d'expression politique des aspirations des populations. La démocratisation touche également la question des équilibres internes de chaque société, celle du contrat social entre les composantes de la société et celle de la citoyenneté. Aujourd'hui les

pays arabes engagés dans ce processus ont trois grands défis à relever : assurer un cadre d'expression à l'ensemble des composantes de la société garantissant le respect des libertés publiques ; fortifier les acteurs du jeu politique, économique et social ; construire une croissance durable sans laquelle la progression démocratique ne peut avoir lieu. Les germes de ces trois défis sont présents dans les mouvements en cours sans que cette dynamique soit assurée dans le long terme car on observe que les processus électoraux peuvent parfois consacrer les clivages ethniques ou religieux (comme en Irak par exemple). Le monde arabe et la communauté internationale partagent le défi de la transformation de ces changements en une dynamique durable. Pour l'Occident, la stratégie du changement de régime est dangereuse car elle risque de conduire à l'amalgame entre démocratie et néo-impérialisme. Il faut donc faire attention au maniement de concepts comme la « destruction créatrice » ou « l'instabilité constructive ». Pour autant, on ne peut renvoyer les peuples et les Etats de la région au temps long des évolutions structurelles. Il faut donc être volontariste sans être prescriptif, être en accompagnement sans imposer ou dicter. La résolution des conflits est l'un des domaines où l'implication de la communauté internationale est légitime. Car le règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien créerait une dynamique forte en faveur des réformes. Ce n'est que si la communauté internationale est jugée crédible dans sa volonté de régler le conflit qu'elle sera jugée légitime pour encourager les réformes. L'accompagnement des réformes doit passer par le partenariat car il implique l'égalité de dignité des partenaires et un projet commun. A 10 ans du processus de Barcelone, ce partenariat doit être rénové et son aspect politique doit être nourri. En conclusion, la France et l'Europe n'ont pas de modèle démocratique à proposer au monde arabe, alors que ce mouvement ne peut être conforté que dans un véritable partenariat qui donne aux uns et aux autres des droits et des devoirs.



NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE,

Yves Gonzalez-Quijano, maître de conférences, université Lumière-Lyon 2.

Pour vérifier l'impact des nouvelles technologies dans le monde arabe, il ne suffit pas de s'intéresser aux seules télévisions satellitaires. En effet, avec l'essor d'internet, on assiste à la mise en place d'un nouveau mode de répartition, de partage de l'information : celle-ci se fait soit de façon horizontale, soit en forme d'étoile.

Mais il faut faire attention à ne pas confondre diversité des médias et pluralisme politique, ces deux mouvements ne sont pas identiques. De ce point de vue le monde arabe a des points communs avec la Chine qui, bien qu'ouverte aux nouvelles technologies, n'est pourtant pas démocratique.

Le point de vue le plus souvent adopté est celui de la Rand Corporation, par exemple, selon lequel le monde arabe est un vaste désert numérique. A sa manière, le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement qui analyse la situation paradoxale d'internet par rapport à d'autres technologies à l'aune du problème qui existe dans le monde arabe concernant la transmission du savoir, va dans le même sens.

On peut toutefois défendre une vision plus optimiste malgré le peu de données statistiques ; ainsi, internet représente un potentiel extraordinaire dans la mesure où 70 % des internautes arabes ont entre 20 et 30 ans, tandis que 25 % d'entre-eux sont des femmes. En 5 ans, par exemple, le nombre d'utilisateurs d'internet dans le monde arabe est passé de 1 à 15 millions de personnes.

Les potentialités de développement sont grandes grâce à la cohésion linguistique du monde arabe mais aussi parce que, dans cette zone, les nouvelles technologies sont une réalité.

Les chercheurs se sont d'abord penchés sur les médias satellitaires, or on oublie trop souvent que, sous Gamal Abdel Nasser, une radio telle que *Sawt Al Arab* diffusait dans l'ensemble de la région et influait sur les mouvements d'indépendance comme celui algérien.

Si internet permet l'accès au savoir à un prix réduit, il faut avoir à l'esprit que l'internaute développe un rapport différent au savoir dans la mesure où les textes ne sont plus des références immuables. C'est un espace d'échanges fondé sur la reconnaissance de la valeur de l'autre et c'est sur ce terrain que des avancées démocratiques sont à espérer.



LES OPINIONS PUBLIQUES ET LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION,

Mohammed El Oifi, chercheur associé, Ifri.

Dans le monde arabe, il n'existe pas d'opinion publique unique mais plusieurs.

Celles-ci ont connu une triple évolution structurelle : tout d'abord grâce aux progrès en matière d'éducation, mais également par une croissante politisation de l'opinion et enfin, par le biais d'une médiatisation importante.

Ainsi, au fur et à mesure, l'opinion publique s'est autonomisée par rapports aux versions officielles diffusées par les gouvernements ; on a alors pu constater que l'opinion est devenue une variable politique dans le monde arabe, qu'il existe dorénavant une volonté de mieux la connaître.

Il est par ailleurs frappant de constater que les sociétés évoluent alors que les pouvoirs ne changent pas.

Le 11 Septembre a fait apparaître que les gouvernements alliés des Etats-Unis ne contrôlaient plus leurs opinions et que les liens que les Etats-Unis entretenaient avec les régimes arabes ne touchaient pas les peuples.

Par le passé, la légitimation du pouvoir reposait essentiellement sur la tradition (justifiant, par exemple, les monarchies). Puis, le pouvoir a été légitimé par son monopole pour les luttes d'indépendance. Aujourd'hui les élections qui ont eu lieu en Palestine, Irak et au Liban pourraient être significative.

Cependant, la transition est pleine d'incertitudes pour deux raisons :

- d'une part compte tenu de la résistance des pouvoirs à l'ouverture démocratique,
- d'autre part, en raison des discours très anti-occidentaux des opinions publiques arabes.



LA DEMOCRATISATION A LA LUMIERE DE L'INVASION DE L'IRAK,

S.A. le prince Moulay Hicham Ben Abdallah.

Il existe deux points de vue concernant l'invasion de l'Irak par les forces américaines :

- une vision normative prônée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, selon laquelle la pression exercée en matière de démocratisation sur l'Irak et sur son environnement a porté ses fruits : la Libye a par exemple adopté une attitude plus prudente en ce qui concerne la question du nucléaire.
- la vision qui prévaut dans le monde arabe est celle selon laquelle l'intervention américaine en Irak et son soutien permanent à Israël ont affaibli les efforts de démocratisation.

Ces deux visions s'accordent cependant sur le risque d'implosion qui menace les régimes politiques en place si aucun effort réel n'est fait pour instaurer la démocratie. La démocratie est en effet nécessaire à la poursuite du développement dans le monde arabe.

Si l'influence américaine doit être reconnue, il ne faut pas pour autant oublier le principe de collaboration avec les forces sociales des peuples arabes.

Une divergence existe aussi en ce qui concerne la notion de démocratie et la définition qui en est donnée :

- pour Washington, la démocratie dans les pays arabes correspondrait à un moyen d'assurer une légitimité de façade et de favoriser leurs objectifs stratégiques (affinités idéologiques, réceptivité à une présence stratégique américaine et politique responsable en matière de tarification et de production pétrolière) ;
- pour les mouvements socio-politiques arabes, la démocratie ne saurait être réduite au constitutionnalisme. Elle doit, par exemple, faire preuve de réalisme à travers la mise sur pied d'une participation citoyenne effective.

En ce qui concerne le sécularisme, s'il est nécessaire de séparer la sphère politique de la sphère religieuse, il ne faut néanmoins pas tomber dans un fondamentalisme séculier marginalisant les citoyens religieux.

Une autre question se pose pour savoir si le cas irakien est un cas isolé ou s'il ne risque pas de se généraliser dans la région. Existerait-il des spécificités irakiennes l'empêchant de servir d'exemple ?

Cinq caractéristiques spécifiques de l'Irak permettent de répondre à cette question :

- importance des clivages géographiques et ethniques que connaît l'Irak ainsi que des clivages religieux. Exception faite du Liban, la majorité des pays arabes se caractérisent par une relative homogénéité ethnique et religieuse ;
- la question de la sécularisation (le niveau atteint en Irak est-il supérieur aux niveaux des autres pays arabes de la région ?) ;
- utilisation des revenus du pétrole en vue d'atteindre des objectifs nationaux et régionaux ;
- l'Irak a subi une dictature longue de plus de deux décennies qui a eu pour conséquence de retarder le processus de démocratisation ;
- la guerre entre l'Iran et l'Irak a permis l'intégration de l'Irak dans la géopolitique mondiale, faisant de l'allié d'hier l'ennemi d'aujourd'hui.

Il existe cependant des similitudes entre l'Irak et les pays arabes.

- Mauvais niveau de développement : échec de l'industrialisation, affaiblissement du secteur agricole, absence d'un secteur industriel d'envergure ;
- l'Irak est un exemple de l'échec de l'Etat post-colonial arabe en ce sens qu'il n'a pas su négocier la transition entre colonialisme et indépendance ;
- incapacité des dirigeants irakiens de bâtir un nationalisme attirant toute la population
- existence d'un écart entre, d'une part, la vision des élites pour le pays et la mise en œuvre des orientations nationales et, d'autre part, entre les attentes et les priorités de la « rue arabe » ;
- incapacité de sa puissance militaire à favoriser la réalisation d'objectifs sécuritaires du pays et de la région.

Afin d'instaurer des pouvoirs capables de redonner leur chance aux populations arabes, il faut éviter les erreurs du passé, à savoir :

- une vision fataliste, selon laquelle l'avenir est une question de destin ;
- un regard marqué par la théorie du complot ;
- une interprétation perverse de la notion de Jihad.

Ces erreurs surmontées, il faut alors définir des objectifs politiques bénéfiques à l'ensemble de la région :

- une solution au conflit israélo-palestinien ;
- une conception du développement économique bénéficiant à la société tout entière ;
- une capacité de réponse aux difficultés structurelles ;
- engager la société dans des projets et des actions de développement ;
- accorder une place plus importante au financement local
- œuvrer pour une meilleure exploitation des ressources et des capitaux...

La question du rapport entre la démocratie et l'Islam est capitale. Le gouvernement irakien issu des dernières élections revendique son autonomie dans la construction de l'avenir de l'Irak et aurait tendance à affirmer une identité islamique et des affinités avec l'Iran. Cependant, l'entourage néo-conservateur de l'administration Bush envisage l'Islam politique, et plus généralement, l'Islam, comme un obstacle à la stratégie américaine dans la région.

Deux visions s'opposent en ce qui concerne l'Islam :

- une vision essentialiste, à rapprocher du « choc des civilisations » de Huntington, qui fait de l'Islam un rival de l'Occident ;
- une vision plus mesurée de l'Islam selon laquelle certaines des tendances islamiques sont compatibles avec une réforme démocratique.

On peut, en conclusion, affirmer que les prémisses de la démocratie existent indubitablement dans la région, bien que leurs sources fassent l'objet de débats. Une source de complexité quant à la démocratisation de la région réside dans l'avenir de la présence américaine en Irak.

Il est urgent aujourd'hui d'exploiter les ressources des pays arabes de la manière la plus avantageuse et équitable possible afin de favoriser un plus grand dynamisme économique,

social et politique. Les possibilités de réforme et de transformation sont plus prometteuses qu'elles ne l'ont jamais été.



LA TURQUIE ET LE DEVELOPPEMENT DE LA DEMOCRATIE,

Kemal Dervis, ex-vice Premier ministre turc et Directeur du Pnud.

Il existe beaucoup de liens entre la Turquie, le monde arabe et le monde islamique. La Turquie a une histoire et une géographie qui forment un pont entre le monde arabe et le monde occidental.

Le développement de la Turquie est passé par trois phases :

- L'instauration de la République turque dans les années 1920, constitue la première.

La préparation de l'idée républicaine remonte cependant au XIX^e siècle. Quand on regarde l'expérience démocratique et républicaine en Turquie, il faut constater qu'elle a eu une avance sur beaucoup de pays européens et méditerranéens. La République a été créée au début des années 1920. Elle a été dès le début une république tournée vers la démocratie même si l'Etat ne connaissait alors qu'un parti unique. Quand on la compare avec des pays comme l'Espagne, la Grèce ou le Portugal, la Turquie – même si elle n'était pas, du point de vue des droits de l'homme et du jeu parlementaire, une démocratie libérale de type occidental d'aujourd'hui – était en avance sur les régimes totalitaires européens. Cela correspondait à un désir profond de l'élite turque de prendre le modèle de démocratie occidentale comme objectif à atteindre (le modèle étant surtout français). Il y a eu des avancées au niveau de la femme (droit de vote en 1934). Il y a aussi, dans la Turquie d'avant la Seconde Guerre mondiale, l'idée d'une république de citoyens, le droit du citoyen étant la base de la république, pas le droit du groupe. Du fait du reflux de beaucoup de populations musulmanes vers l'Anatolie, il y a eu une grande diversité ethnique. Ces peuples avaient cependant comme point commun leur religion. Il était donc nécessaire de créer une république de citoyens, une unité nationale basée sur la langue. On observe des similitudes avec ce qui s'est passé en France 50 ans auparavant.

- La deuxième phase commence avec la Seconde Guerre mondiale et la montée de Staline, Hitler, Mussolini.

La République turque a dû exister, se créer et continuer dans un cadre de montée du fascisme et du colonialisme. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1946, le régime de parti unique devient un régime multipartite, sous la pression occidentale (surtout afin d'intégrer l'OTAN), ainsi que devant la menace soviétique, l'URSS voulant annexer une partie du territoire turc. 1950 voit un événement extraordinaire : le parti unique perd les élections. C'est le parti d'opposition démocrate qui prend le pouvoir. On a alors une alternance démocratique. (alors que l'Espagne reste fasciste jusqu'en 1974). On voit donc que le modèle démocratique, d'alternance démocratique a une avance très importante en Turquie. Pendant la première phase républicaine en Turquie, l'Etat était celui des élites. En effet, la Turquie était un pays à 80% rural, devant faire face à un manque de participation réelle de la population. La démocratie correspondait à une division à l'intérieur des élites. A partir de 1950, on observe un changement : le pays se modernise, s'urbanise et s'industrialise. La participation devient alors plus réelle. Cela cause de nouvelles difficultés : très forte poussée de la population et compétition politique qui s'est de plus en plus orientée vers le partage des fruits de la croissance, compétition réelle mais qui a eu des effets sur l'économie (effets mitigés). On observe un désir des populations en ce qui concerne les questions de développement, d'emploi, d'école qui mène à de gros investissements ainsi qu'au développement rapide du pays. Le développement est assez positif mais cette nouvelle démocratie est incapable de gérer les ressources économiques et dépasse souvent ce qui était possible : montée de l'inflation et souvent accidents économiques, crises économiques. La Turquie a cependant diversifié son économie. Si elle exportait 4 produits agricoles à la fin des années 1950, 85% de ses exportations sont aujourd'hui d'ordre industriel. Cette période a connu trois interventions militaires, qui se sont toutes les trois produites pendant des phases de crise économiques. Ce qu'il est important de souligner, c'est que les interventions militaires ouvertes n'ont duré que pendant 1 ou 2 ans. Cela reflète le profond attachement de l'élite turque à l'objectif démocratique, à l'objectif de base. Ce qui s'est passé aussi pendant la période de démocratisation plus profonde et de participation populaire, c'est qu'avec l'entrée dans le jeu démocratique, les sensibilités religieuses et l'islam politique ont percé au sommet de l'Etat. Pendant cette deuxième phase, il y a eu une participation dans la démocratie et dans le jeu politique de forces populaires très attachées à la religion et issues de l'islam politique. Il y a eu souvent des accrochages comme en 1997. Cela a permis de créer une sorte d'intégration, d'approfondir les valeurs démocratiques et de créer un soutien populaire à ces valeurs et de faire accepter à ces élites séculaires ce que peut être un sécularisme plus ouvert à une expression religieuse dans la vie de tous les jours. Aujourd'hui, le Premier ministre est

issu de la tradition de l'islam politique. Il y a eu un grand progrès par l'acceptation des valeurs démocratiques. Cette intégration est nécessaire pour tous les pays musulmans. On ne peut pas parler de démocratie réelle sans séparation réelle de la politique et de la religion. La Turquie a réussi mais elle est en train de concilier cela avec le fait que c'est un pays profondément religieux. Elle a su dépasser l'opposition entre sécularisme dur et religiosité importante. Ni facile ni rapide. La première coalition entre un parti issu de l'islam politique et le parti républicain du peuple se fait en 1973.

- Troisième phase : le besoin de partage de souveraineté.

Le but est le partage de cette souveraineté. Le débat démocratique en Turquie ne réside plus dans l'opposition laïcité / islam. La Turquie se trouve devant le défi européen et devant le défi de partager cette souveraineté. Le problème est le même pour la Pologne et la Hongrie. Nous sommes face à un nouveau clivage politique : ceux qui veulent aller de l'avant avec ce partage et ceux qui en ont peur. Cela reflète ce qu'est le XXI^e siècle, la mondialisation. Il y a une nécessité pour les petits Etats de s'inscrire dans une action de politique beaucoup plus large et de faire face aux difficultés que cela représente pour l'Etat-nation. Le monde arabe aussi est dans ce défi. Cela est nécessaire pour surmonter les dangers de chocs de civilisation. Dans le monde arabe, pour que l'action politique et économique soit efficace, pour qu'il puisse participer aux progrès économiques, il a besoin d'intégration. Cela pose la question d'un Maghreb uni. Pour qu'il y ait existence de démocratie moderne dans monde arabe il faut un développement local mais pour que la démocratie soit efficace et que monde arabe puisse prendre place dans le débat mondial, il faut qu'il y ait une sorte d'unité arabe. Le monde arabe est face à ce défi de réaliser cette démocratie et est face au défi du XXI^e qui est de réaliser le partage de souveraineté nécessaire pour accompagner la mondialisation.



LA DOCTRINE DE PREEMPTION SELON G.W.BUSH,

Richard Falk, professeur, université de Californie, Santa Barbara.

Il est important, lorsque l'on parle de la doctrine de préemption, de souligner le fait que l'histoire américaine est une longue succession de leaders politiques qui, à un moment ou un autre, d'une manière ou d'une autre, ont pensé qu'ils pouvaient refaire le monde. On a donc à faire face à une image des Etats-Unis comme force positive et à une identité politique qui diffère de celle de l'Europe, cela étant combiné avec l'expansionnisme. La forme originelle de l'expansionnisme se retrouve dans la doctrine Monroe qui correspondait à une projection de l'influence et du pouvoir américain au-delà de l'Etat américain. Après la Première Guerre mondiale, le but des Etats-Unis a été de mettre sur pied un monde sûr pour l'instauration de la démocratie. Il n'y a aucune approche réaliste de la politique étrangère mais plutôt l'idée que les Etats-Unis étaient là pour reconstruire le monde sur des bases positives. Les éléments essentiels de cette vision se retrouvent dans la doctrine néo-conservatrice. Après la guerre froide, le défi américain était la supériorité militaire. L'absence de toute menace terroriste est-elle à la base de cette stratégie globale ? Les dirigeants américains se sont rendu compte de la nécessité d'un nouveau Pearl Harbour afin de mobiliser l'opinion publique. Sans ce Pearl Harbour, ce projet de supériorité militaire n'est politiquement pas tenable.

La doctrine Bush est cependant un mot vague. Elle consiste en deux choses :

- la décision immédiate après les événements du 11 Septembre de traiter toute attaque terroriste comme un acte de guerre. Adopter un discours guerrier facilite en effet la poursuite du projet initial de préemption globale ;
- rallier l'Europe à cette thèse.

Avec la présidence Bush, il y a un consensus sur le fait que quiconque contrôle le Moyen Orient contrôle de fait le monde. Deux défis apparaissent alors : le défi idéologique que représente l'Islam et le défi de la guerre stratégique. Cependant la guerre stratégique n'a pas été menée comme cela avait été annoncé, à savoir pour lutter contre la présence d'ADM ou pour l'établissement de la démocratie. La motivation première était en effet la domination de la région et l'établissement de bases dans un pays clef.

La vision orthodoxe de la doctrine Bush met l'accent sur deux éléments, à savoir :

- le droit de s'engager dans une guerre préventive ;
- l'engagement dans la promotion de la démocratie comme élément de sécurité américaine.

Cependant, la notion de guerre préventive est comprise comme le droit de s'engager dans une guerre pour contrer une menace émergente et non comme une réponse à cette menace. C'est pour cela que la guerre en Irak est une guerre stratégique. Un autre défi concerne l'autorisation de l'usage de la force dans le respect des lois internationales, tel que cet usage est réglementé par la Charte des Nations Unies. Les Etats-Unis ont posé comme principe que la guerre est une question qui est laissée à leur discrétion. C'est en cela que cette guerre est un défi pour l'ONU. Le reste du monde est censé accepter cette attitude du fait du rôle mondial joué par les Etats-Unis. Depuis le 11 Septembre, le monde est devenu un champ de bataille : soit l'on est du côté américain, soit l'on est un ennemi de la puissance américaine. Cette notion représente l'unilatéralisme de ce leadership. Cependant, les interventions américaines – réalisées dans le but de promouvoir la démocratie – se sont révélées être antidémocratiques. Il existe deux explications :

- la notion de démocratie n'est pas entendue comme nécessitant une évolution politique ;
- la démocratie ne signifie pas le respect de la volonté du peuple.

La doctrine Bush est portée par l'idée selon laquelle on peut s'engager dans un conflit militaire sans être attaqué en retour.



LA DEMOCRATIE DANS LE MONDE ARABE : VUES ARABES,

Nassif Hitti, Directeur de la Mission de la Ligue des Etats arabes, Paris.

Il y a un point de vue bien ancré, surtout aux Etats-Unis, qui voudrait que le monde arabe de ce début de XXI^e siècle ressemble à l'Empire ottoman de la fin du XIX^e c'est à dire à un homme malade et que le changement est donc nécessaire. Il faut souligner le fait que changement ne signifie pas nécessairement démocratie. Le monde arabe est vu comme la source de tous les maux du monde.

Le système régional arabe se compose de deux sous-ensembles. Tout d'abord un niveau inter étatique qui obéit à une logique étatique affaiblie. Deuxièmement, un niveau transnational régi par une logique de solidarité sociologique, exprimée par les –isme (nationalisme, islamisme). Cela correspond en réalité à un appel à une identité très forte, très puissante qui va au-delà de l'Etat-nation. De fait, le découpage des enjeux n'obéit pas au découpage géopolitique qui existe. Le paradoxe qui réside dans ce système est le fait qu'il existe au niveau transnational une intégration, une harmonisation des perceptions et des gens alors qu'à l'échelon inter-étatique il faut faire face à une désintégration politico-économique. Cela explique le fait que pendant longtemps la pensée politique arabe ait été axée sur des idéologies identitaires qui voient l'Etat comme le vecteur principal de l'action politique. La démocratie, les réformes et le changement sont des termes qui occupent une place importante dans le discours officiel. C'est une nouveauté. Le débat autour de la démocratie s'est démocratisé.

Est-ce une réaction à l'extérieur ou une réaction anticipatoire à un appel grandissant de l'intérieur ? L'Etat arabe est en crise. Ses problèmes existaient avant le 11 Septembre. Une première réaction a été le régionalisme intermédiaire.

Le dialogue au sein du monde arabe ressemble à une guerre froide. C'est un dialogue réducteur en ce sens que ceux qui parlent de démocratie ont tendance, surtout de l'intérieur, à faire fi de la question nationale. Il y a une logique de diversion de contournement du problème.

Un autre paradoxe est celui que l'on appelle « triangle des Bermudes ». Ce triangle est composé de l'Etat, de la société et d'un facteur extérieur. L'Etat et la société se rallient contre l'ingérence d'autres puissances. La société et le facteur extérieur sont solidaires pour le changement. Tout enjeu réside dans ce triangle. Que faire ? Faut-il rappeler que la démocratie n'est pas un café instantané ? La démocratie est une culture. Utiliser le concept de démocratisation faisant référence à un processus est alors plus pertinent.

La démocratie a trois fonctions : le respect de l'autre, l'instauration d'un pluralisme permettant la création d'un débat public et la non-exclusion. Chaque fois que la démocratie laisse en suspens la question nationale, la démocratie restera au mieux fragile au pire dévoyée. C'est aux intellectuels arabes que revient la nécessité de revisiter la pensée arabe.